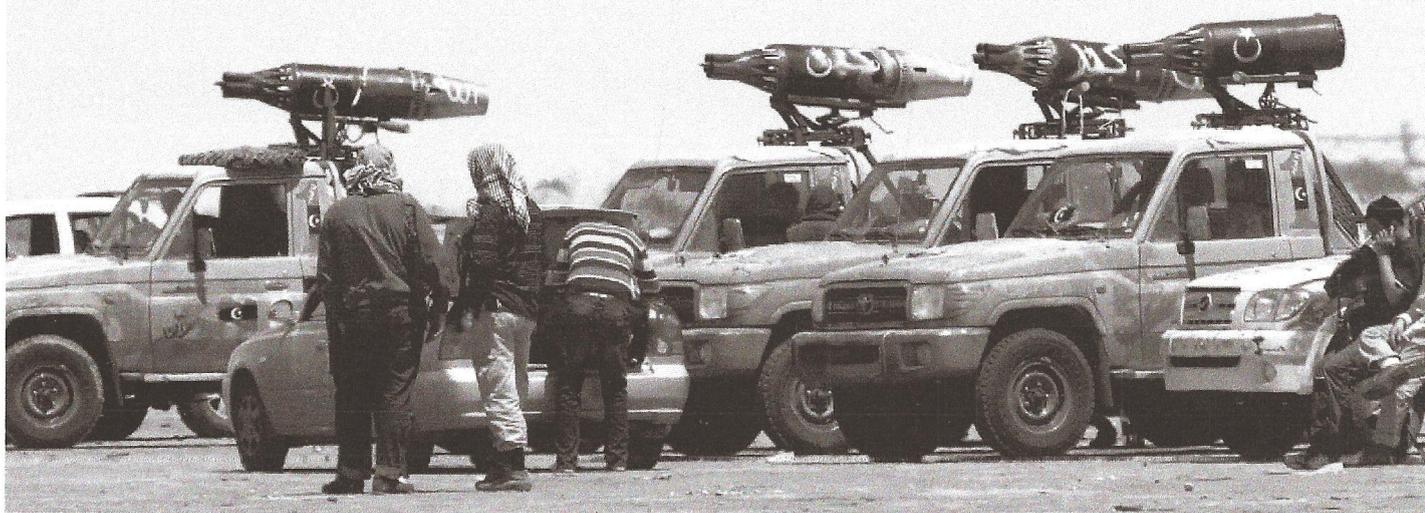


QUAND L'ARSENAL LIBYEN RENFORCE L'INSTABILITÉ

Suite à la guerre en Libye et à la chute du régime Kadhafi, des armements lourds circulent dans la bande sahélo-saharienne, avec le risque de les voir alimenter d'autres rébellions et déstabiliser des États déjà fragiles. **Par Dounia Ben Mohamed**



En octobre, dans le journal allemand *Der Spiegel*, le président du Comité militaire des pays de l'OTAN, l'amiral italien Giampaolo Di Paola, alertait : « Plus de 20 000 missiles sol-air, qui représentent une sérieuse menace pour l'aviation civile, pourraient sortir de Libye et se retrouver dans de mauvaises mains, du Kenya à Kunduz. ».

Quelques semaines plus tard, ses craintes se voyaient confirmées : un premier convoi de 400 vétérans à bord de 80 véhicules militaires quittait la Libye pour se rendre au Mali. En juin, les forces nigériennes ont intercepté un convoi transportant plus de 600 kg de Semtex en provenance de Libye. Résul-

tat, la région, déjà soumise à un certain nombre de trafics, notamment celui des armes, continue de voir transiter tout type d'armement dont une grande partie provient de l'ancienne Jamahiriya.

« Dans l'arsenal libyen, on a tout ce que l'on veut, indique Patrick Haimzadeh, ancien officier de l'armée de l'Air française et ancien diplomate en Libye. Des milices sol-air sont dans la nature, ils se monnaient très bien. Des petits calibres, il doit y en avoir des centaines de milliers. Partout dans les villages libyens, on peut

voir des pick-up avec des 14-3. Récemment, on a pu voir des affrontements avec des Katioucha. À Misrata, il y a plus de 10 000 blindés. Il est certain que dans le Sud existent des arsenaux énormes. C'est difficile à quantifier en l'absence d'État libyen, mais ce qui est certain c'est qu'il y a de quoi entretenir des guérillas pour plusieurs années ».

C'est bien ce qui inquiète nombre d'observateurs : ces armes, qui font déjà l'objet d'un certain nombre de trafics dans la région, pourraient ali-

« Des historiens écriront peut-être, dans quelques années, qu'en voulant sauver 20 000 personnes, on en a tué 50 000... ».

menter d'autres rébellions et déstabiliser des États déjà fragiles. « On a armé des gens, rappelle Richard Labévière, ancien rédacteur en chef de *Défense*, la revue de l'Institut des hautes études de défense nationale, aujourd'hui consultant international. On a bousculé l'équilibre tribal du sud de la Libye en sachant pertinemment qu'on allait réveiller l'irréductible touareg. En sachant que la menace d'AQMI était bien réelle. On a pris le risque de voir des armes livrées et transférées à des groupes djihadistes comme AQMI, dans ses différentes composantes, dont Ançar Dine qui était déjà en gestation et s'adonnait déjà à un certain nombre de trafics dans la région. Résultat, de l'Atlantique à la Corne de l'Afrique, avec AQMI, Ançar Dine, les Chababs, Boko Haram, selon un expert de la DGSE, c'est notre Afghanistan de proximité ».

D'autant que le contrôle des frontières reste difficile. « Le sud libyen est immense, avec des centaines de kilomètres de désert, souligne Patrick Haimzadeh. Des Touaregs sont sans doute passés par le sud algérien, ainsi que par le Niger, avec des armes, en direction du Mali. Ces frontières sont des passoires. Tout le monde passe par là. Il faut savoir que beaucoup de Nigériens ont la double nationalité nigéro-libyenne. Avec des biens des deux côtés de la frontière. Ils ont de quoi acheter des complicités. »

Anticiper les conséquences des actions menées

Mais si l'on a ignoré ces aspects-là, c'est moins par négligence que pour des questions de politique interne en ce qui concerne la France. « Il aurait fallu se poser la question très en amont, juge Richard Labévière. Dès qu'on déclenche une intervention militaire, on le sait depuis la guerre froide et les différentes opérations de rétablissement ou de maintien de la paix menées par l'OTAN, il faut anticiper les conséquences. Au-delà d'une posture diplomatique de Nicolas Sarkozy, qui cherchait à rattraper l'inertie de la diplomatie française dans les événements en Tunisie et en Égypte, il y a eu une dimension personnelle du chef de l'État dans cette affaire, qui n'a pas tenu compte des avertissements des experts, des diplomates qui avaient adressé des notes à l'Élysée. »

Quant aux Américains, ils ne vou-

laient pas perdre la main dans une guerre menée par deux pays membres de l'OTAN, la France et la Grande-Bretagne, sachant que la France venait de réintégrer le commandement militaire de l'OTAN sur la volonté de Nicolas Sarkozy. « L'intervention de l'OTAN était une manière de se positionner dans la zone, considère Richard Labévière. Ce qui touche à une autre dimension de l'affaire, qui relève du symptôme de la crise identitaire de l'OTAN. L'institution aurait dû disparaître depuis la chute du mur de Berlin, mais sur la volonté améri-

caine elle est intervenue en Afghanistan et ailleurs, à tel point qu'on ne sait plus quelle est sa mission. La guerre en Libye a été une démonstration de force. Il s'agissait d'une opération de l'OTAN contre l'ONU, et donc d'une volonté de marginaliser davantage l'institution. » Et de conclure : « Des historiens écrivent peut-être, dans quelques années, qu'en voulant sauver 20 000 personnes, on en a tué 50 000... » ■

Patrick Haimzadeh

Au cœur de la Libye de Kadhafi
Ed. Lattès, 2011.

LES RÉPERCUSSIONS DE LA MISSION DE L'OTAN EN LIBYE

L'OTAN a-t-elle contribué à déstabiliser encore plus le Sahel en livrant des armes aux milices libyennes ? Au cours des frappes militaires qui ont précipité la chute du régime de Kadhafi l'année dernière, un pays membre de la coalition, la France, a confirmé avoir largué des armes aux rebelles avec l'assentiment du commandement de l'OTAN et du Conseil de sécurité des Nations unies. On a appris par la suite qu'une partie de ces livraisons était parvenue aux terroristes d'AQMI, qui avaient aussi récupéré des équipements provenant de l'arsenal libyen. Peu avant la fin de la mission de l'OTAN en Libye, le 30 octobre 2011, le président du Comité militaire de cette organisation, l'amiral Giampaolo Di Paola, a annoncé la disparition d'au moins 10 000 missiles sol-air, qui selon lui « pourraient tomber dans de mauvaises mains ».

Cette menace n'a pourtant pas empêché les alliés de plier bagage en laissant la Libye dans une situation chaotique. En guise de dernier conseil, Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN, a appelé le Conseil national de transition (CNT) libyen à empêcher que les armes se trouvant sur son territoire se disséminent dans les autres pays d'Afrique du Nord. Aujourd'hui, tout le monde constate l'échec du CNT à récupérer les équipements disparus, à désarmer les milices qui en font le trafic, et surtout à restaurer l'ordre dans le pays.

Conscients de leur impuissance, ses responsables avaient d'ailleurs demandé à l'OTAN de prolonger son mandat jusqu'à la fin 2012, pour l'aider à pacifier le pays. La nouvelle mission des alliés devait porter sur une assistance au contrôle des frontières, la démobilisation des combattants et la

récupération des armes en circulation. Mais elle n'a jamais été réalisée. À la dernière minute, l'organisation a renoncé sans aucune explication, à rendre ce service au CNT. « L'OTAN est encore prête à le faire », assure pour sa part Florence Gaub, chercheuse à l'Institut militaire de l'Organisation. Mais elle n'explique pas ce retournement de situation. pas pourquoi elle s'est rétractée dans un premier temps.

Le désengagement de l'OTAN de la Libye alors que le pays est toujours en proie à la violence, et l'insistance de l'organisation à qualifier sa mission de « réussie » en déconcertent plus d'un. Certains s'interrogent sur les véritables objectifs de cette intervention militaire, alors que la situation actuelle en Libye constitue l'un des détonateurs de la poudrière sahélienne. Dans cette région infestée par l'aile nord-africaine d'Al Qaida, le terrorisme est un danger supplémentaire de déstabilisation. À ce propos, Florence Gaub affirme que l'OTAN partage les préoccupations des pays directement concernés. « Le problème d'AQMI est important », dit-elle. Elle évoque l'existence de consultations politiques autour de cette question entre l'Alliance et les États sahéliens. Mais selon elle, cette organisation n'a aucune présence militaire dans la région. **Samia Lokmane-Khelil**

